

## Non au détournement du Fonds vert pour le climat par le secteur privé

(traduit de l'anglais par Maxime Combes).

Signatures à envoyer avant Jeudi 8 septembre à [apmdd.js@gmail.com](mailto:apmdd.js@gmail.com)

---

Chers membres du comité de transition,

En instituant le Fonds vert pour le climat (FVC), vous êtes en charge de concevoir une institution en mesure d'utiliser les financements pour le climat pour les pays en développement de la manière la plus efficace.

Les contributions principales au FVC devraient être prévisibles, additionnelles et publiques. Pour s'assurer que telles ressources appuient les stratégies impulsées par les pays, leur utilisation devrait être définie par les pays en voie de développement, sur la base de processus de planifications participatives et souveraines. Le FVC ne doit pas directement canaliser ces ressources par le biais d'investisseurs et entreprises multinationales ou par des intermédiaires financiers, ce qui serait incompatible avec cet objectif.

Nous appelons les membres du Comité de transition à ne pas créer un dispositif autonome pour le secteur privé, ni à fournir des financements ou des incitations directement au secteur privé. Une telle action poserait des risques sérieux pour que ce processus soit réellement impulsé par les pays. La participation du secteur privé devrait être décidée, gérée, réglementée et incitée à l'échelon national, dans le contexte d'une stratégie nationale.

La proposition d'un dispositif spécifique au secteur privé dans le FVC rappelle avec anxiété la Société financière internationale (IFI) de la Banque Mondiale, qui fonctionne mal au regard de la mission de la Banque de réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable. Près des deux tiers des investissements de la SFI dans les pays à faible revenu vont à des entreprises basées dans les pays les plus riches. En 2010, le propre Groupe indépendant d'évaluation (GIE) de la Banque Mondiale a révélé que moins de la moitié des projets de l'IFI qu'il a examinés ont été conçus pour obtenir des résultats de réduction de la pauvreté.

En outre, le modèle de l'IFI met l'accent sur l'utilisation des intermédiaires financiers pour servir de levier aux financements du secteur privé. Ce qui est un obstacle important pour garantir la transparence et la responsabilité. L'IFI ne garantit pas que les sous-projets et entreprises financées à travers les intermédiaires financiers soient accomplies avec les garanties, ou qu'ils suivent les objectifs politiques impulsés par les pays. Par exemple, en 2009, plus de la moitié des investissements dans le secteur financier de la SFI sont allés sur des projets avec un risque moyen ou élevé de provoquer des impacts sociaux et environnementaux néfastes. **Le FVC ne devrait pas déboursier de l'argent à travers des intermédiaires financiers.**

Enfin, **le Comité de transition devrait exclure explicitement l'utilisation d'instruments spéculatifs ou d'autre nature pour lever des capitaux sur les marchés financiers.** Par exemple, le morcellement des obligations dans les produits dérivés et les placements sur les marchés du carbone, sont excessivement risqués du point de vue financier et environnemental. La volatilité que nous observons actuellement sur les marchés boursiers du monde entier constitue un rappel clair, s'il en fallait encore un, que de tels outils ne sont guère une base pour une stratégie de financement stable et soutenable que le FVC nécessite pour atteindre ses objectifs.

Nous vous appelons à assurer un changement décisif, au-delà du *business as usual*, et à vous

engager sur une voie de transformation pour le développement soutenable et la résilience des communautés.

Cordialement,

Premiers signataires :

Campagna per la Riforma della Banca Mondiale

Campaña Mesoamericana de Justicia Climática

CNCD-11.11.11

Ecologistas en Acción

Freedom from Debt Coalition

Friends of the Earth International

Global Alliance for Incinerator Alternatives

groundWork South Africa

Jubilee South Asia/Pacific Movement on Debt and Development

National Union of Salvadoran Ecologists

Pan Africa Climate Justice Alliance

Third World Network

Sustainable Energy & Economy Network, Institute for Policy Studies